

Guinée



Objectifs principaux

- Offrir une protection internationale aux réfugiés et améliorer la qualité de l'asile en garantissant un accès rapide aux procédures de détermination du statut de réfugié.
 - Promouvoir et accélérer le rapatriement librement consenti et durable des réfugiés libériens, et faciliter celui des réfugiés ivoiriens, si les conditions le permettent et au moment propice.
 - Continuer à prodiguer des soins aux réfugiés vivant dans les camps et chercher à remédier durablement au sort des réfugiés urbains, tout en améliorant leurs accès aux droits fondamentaux.
 - Promouvoir l'intégration sur place des réfugiés sierra-léonais demeurés dans le pays, au moyen d'un programme d'autosuffisance.
- Réhabiliter l'environnement dans les zones affectées par la présence des réfugiés, stimuler l'instauration de partenariats et trouver des fonds pour financer de nouvelles mesures correctives dans ce domaine.

Chiffres prévisionnels		
Population	Janv. 2006	Déc. 2006
Libéria (réfugiés)	59 000	19 000
Autres réfugiés (urbains)	7 000	7 000
Côte d'Ivoire (réfugiés)	3 310	1 310
Sierra Leone (réfugiés)	1 500	0
Total	70 810	27 310

Total des besoins : 15 413 060 dollars E.U.

Contexte

Faits nouveaux

En 2005, le Gouvernement s'est efforcé de satisfaire aux critères politiques et économiques fixés par ses partenaires de développement. Le climat politique général s'est amélioré, mais le pays demeure en proie à des tensions complexes et souffre toujours d'une conjoncture socio-économique médiocre.

Le rapatriement librement consenti de près de 140 000 réfugiés sierra-léonais, qui s'est achevé en 2004, a allégé la charge pesant sur les communautés et les structures locales, ce qui a atténué les sentiments négatifs de la population guinéenne à l'égard des réfugiés, souvent accusés de ponctionner les ressources du pays. Ce contexte plus favorable a fait progresser la recherche de solutions durables au sort des réfugiés demeurant encore dans le pays : le Gouvernement a notamment consenti à ce que le groupe de réfugiés sierra-léonais demeurés dans le pays bénéficie d'une intégration sur place.

Le rétablissement de la paix au Libéria devrait autoriser des progrès significatifs dans la recherche de solutions durables au sort des Libériens réfugiés en Guinée. À la mi-septembre, l'UNHCR avait facilité le rapatriement de quelque 18 000 réfugiés libériens et l'on s'attendait à un mouvement de retour encore plus massif après la tenue des élections, fixées au mois d'octobre 2005.

Dans le même temps, le climat politique dans la sous-région reste très instable, en particulier en Côte d'Ivoire : du fait des troubles qui persistent dans ce pays limitrophe, l'UNHCR doit continuer à venir en aide aux Ivoiriens réfugiés en Guinée et maintenir ses plans d'urgence et ses dispositifs d'intervention pour faire face à d'éventuels afflux de réfugiés.

Contraintes

Les conditions de sécurité précaires dans les pays voisins constituent une menace pour la Guinée, du fait de la présence d'anciens combattants dans la région forestière et du commerce illicite d'armes légères, qui serait, dit-on, florissant dans les zones frontalières. Dans ce contexte, le maintien du caractère civil et humanitaire des camps demeure un défi. En outre, le mauvais état des routes

entrave lourdement les opérations de l'UNHCR, entraînant des retards dans le programme de rapatriement librement consenti, dans les réponses aux besoins urgents et dans l'acheminement de l'assistance matérielle.

Le groupe de réfugiés libériens qui restera finalement en Guinée devrait inclure un nombre disproportionné de femmes, d'enfants et de personnes âgées, ayant très souvent des besoins particuliers. L'Organisation craint que des insuffisances importantes ne persistent dans des secteurs clés où les besoins en assistance élémentaire sont les plus aigus, en particulier si les fonds viennent de nouveau à manquer.

Stratégie

Protection et solutions

Selon les estimations, environ 40 000 réfugiés libériens devraient profiter de l'aide prévue au titre de l'opération de rapatriement librement consenti en 2006, suivant les modalités définies dans l'accord tripartite conclu par la Guinée, le Libéria et l'UNHCR. L'Organisation veillera à ce que les réfugiés libériens disposent d'informations suffisamment précises sur la situation dans leur pays d'origine pour pouvoir décider en connaissance de cause s'ils souhaitent ou non regagner le Libéria.

L'UNHCR achèvera un projet d'intégration sur place au bénéfice de quelque 1 500 réfugiés sierra-léonais au cours du premier semestre 2006. Puis, en se fondant sur les acquis de cette expérience, l'Organisation examinera les options d'intégration sur place disponibles pour les réfugiés libériens qui ne peuvent ou ne veulent pas regagner leur pays.

Les efforts de prévention et de prise en charge des problèmes relatifs à la violence sexuelle et sexiste dans les camps de réfugiés seront poursuivis, grâce à la présence de la brigade mixte de sécurité, aux antennes d'aide juridique, aux groupes sur la violence sexuelle et sexiste, à un suivi régulier et à la coordination des activités.

Le processus visant à établir le profil de la population réfugiée urbaine à l'aide du nouveau logiciel ProGres, à entretenir un dialogue et à offrir une orientation psychosociale est en cours en Guinée.



Une mère réfugiée et son enfant. *UNHCR / L. Taylor*

Au milieu de l'année 2005, 6 600 réfugiés urbains avaient ainsi été recensés. La protection internationale et la recherche de solutions durables seront progressivement déployées à leur intention, et une assistance médicale sera prodiguée aux plus vulnérables d'entre eux. L'UNHCR continuera à épauler le Gouvernement dans ses efforts pour mettre en place des mécanismes appropriés pour la détermination du statut de réfugié et la recherche de solutions pour les demandeurs d'asile.

L'UNHCR poursuivra toutes les stratégies envisageables pour répondre aux besoins particuliers des mineurs non accompagnés et des enfants séparés de leur famille, en particulier dans la région de N'Zérékoré. La solution la plus favorable pour chaque enfant, qu'il s'agisse de regroupement familial ou d'identification d'une famille d'accueil, impliquant éventuellement des procédures de rapatriement ou de réinstallation, sera explorée.

Assistance

Le groupe de réfugiés sierra-léonais ayant décidé de rester en Guinée sera intégré dans les communautés locales, avec le soutien d'un partenaire international.

L'UNHCR prévoit de faciliter le rapatriement librement consenti de 2 000 réfugiés ivoiriens en 2006, à condition que la situation en Côte d'Ivoire permette un retour dans la sécurité et la dignité. L'Organisation continuera à prodiguer une aide matérielle aux réfugiés ivoiriens après leur transfert du camp de transit de Nonah au camp de Kouankan.

Dans les camps, des matériaux de base pour la construction des abris, des articles domestiques, ainsi que des services de distribution d'eau et d'assainissement seront fournis en plus des rations alimentaires, des soins médicaux, des services de vaccination et d'éducation. L'UNHCR et ses partenaires encourageront la scolarisation des filles réfugiées, avec pour objectif d'atteindre un certain équilibre entre les effectifs de filles et de garçons dans les écoles. Les femmes réfugiées seront incitées à jouer un rôle moteur dans les initiatives communautaires, notamment dans les campagnes de prévention du VIH/SIDA, de l'exploitation sexuelle et de la violence sexiste.

Des mesures de réhabilitation de l'environnement dans les zones touchées par la présence de réfugiés

seront intégrées dans les stratégies de développement durable.

Effet escompté

La poursuite des opérations d'aide humanitaire permettra à l'UNHCR de maintenir des conditions de vie de base dans les zones d'installation de réfugiés. La participation accrue des femmes réfugiées ainsi que les possibilités offertes en matière d'éducation et de formation devraient doter les communautés de moyens plus efficaces pour subvenir à leurs propres besoins. Une gestion environnementale efficace et un travail de sensibilisation permettront d'atténuer les dommages causés dans les camps de réfugiés et aux alentours, tout en prévenant les dégradations environnementales futures. L'intégration des réfugiés sera facilitée grâce à la réhabilitation d'infrastructures locales au bénéfice des communautés d'accueil, notamment dans la préfecture de Guéckédou. Les droits des réfugiés en Guinée seront mieux respectés une fois que les fonctionnaires disposeront des capacités nécessaires, notamment en termes de connaissances juridiques et de support technique, pour gérer efficacement les questions de réfugiés.

Organisation et mise en œuvre

Structure de gestion

En 2006, l'UNHCR en Guinée emploiera 179 personnes au total, à savoir 147 collaborateurs nationaux et 32 fonctionnaires internationaux. Les opérations dans le pays seront mises en œuvre par les bureaux de Conakry, de Kissidougou et de N'Zérékoré.

Coordination

Le Bureau national de coordination de l'assistance aux réfugiés, à présent rattaché au Service national d'action humanitaire, restera le principal homologue gouvernemental de l'UNHCR sur le plan opérationnel. Cinq partenaires d'exécution participeront à la mise en œuvre des programmes en faveur des réfugiés. Afin de faciliter la transition vers le développement durable, l'UNHCR s'efforcera d'inciter les bailleurs de fonds à financer des projets de

réhabilitation ou de constitution de capacités dans les régions de Guinée affectées par la présence d'une importante population de réfugiés. Les partenariats prévus avec d'autres institutions des Nations Unies, telles que l'UNICEF, le PNUD et la FAO, ainsi que dans le contexte du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), devraient également être fructueux.

Bureaux
Conakry Kissidougou N'zérékoré

Partenaires
Organismes gouvernementaux Bureau national de coordination de l'assistance aux réfugiés Direction nationale des eaux et forêts Radio rurale de Guinée
ONG Comité international de secours Organisation pour le développement intégré et communautaire Services de secours catholique
Autres <i>Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit</i> FICR

Budget (dollars E.-U.)	
Activités et services	Budget-programme annuel
Protection, suivi et coordination	4 476 210
Abris/autres infrastructures	260 000
Activités génératrices de revenus	185 000
Appui opérationnel aux partenaires	1 100 000
Assainissement	120 000
Assistance juridique	470 000
Besoins domestiques	360 000
Eau	100 000
Education	590 000
Production vivrière	175 000
Santé	630 000
Services communautaires	265 000
Sylviculture	150 000
Transport/logistique	3 335 000
Vivres	60 000
Total des opérations	12 276 210
Appui au programme	3 136 850
Total	15 413 060

Guinée